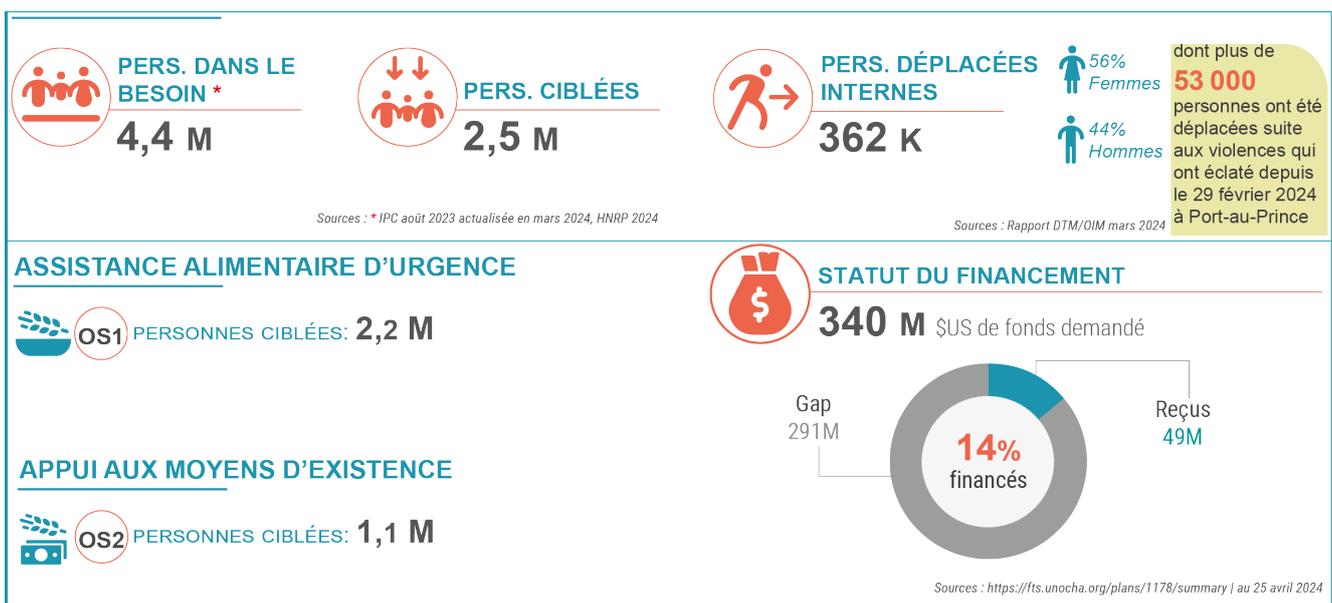


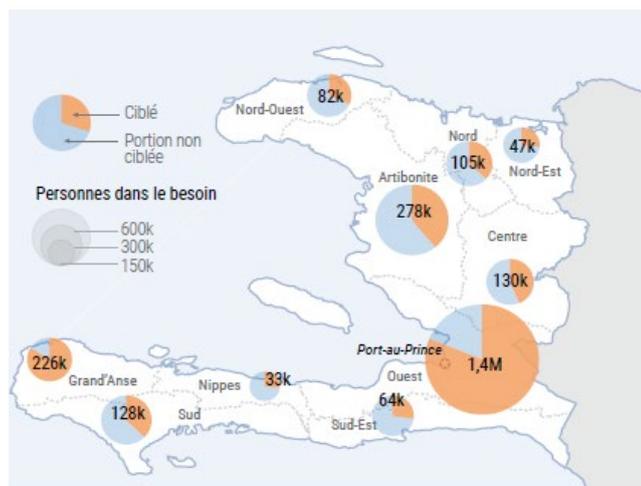


- **Insécurité :** Entre la fin du mois de février et le début de mois de mars, la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et d'autres villes majeures dans plusieurs départements ont été le théâtre de l'insécurité perpétrée par les groupes des gangs armés causant des perturbations énormes. Cette situation a entravé l'accès aux services sociaux essentiels pour la population haïtienne.
- **Insécurité alimentaire :** Pour la première fois, le cap 50% de la population analysée en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) a été atteint en dépit de l'assistance alimentaire planifiée.
- **Déplacement :** Les violences causées par les gangs armés à Port-au-Prince et autres localités ont entraîné le déplacement de plusieurs milliers de personnes.
- **Augmentation de prix des denrées alimentaires :** Hausse des prix des denrées alimentaires de consommation de masse à cause de l'insécurité qui a impacté l'ensemble de circuit réduisant la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés.

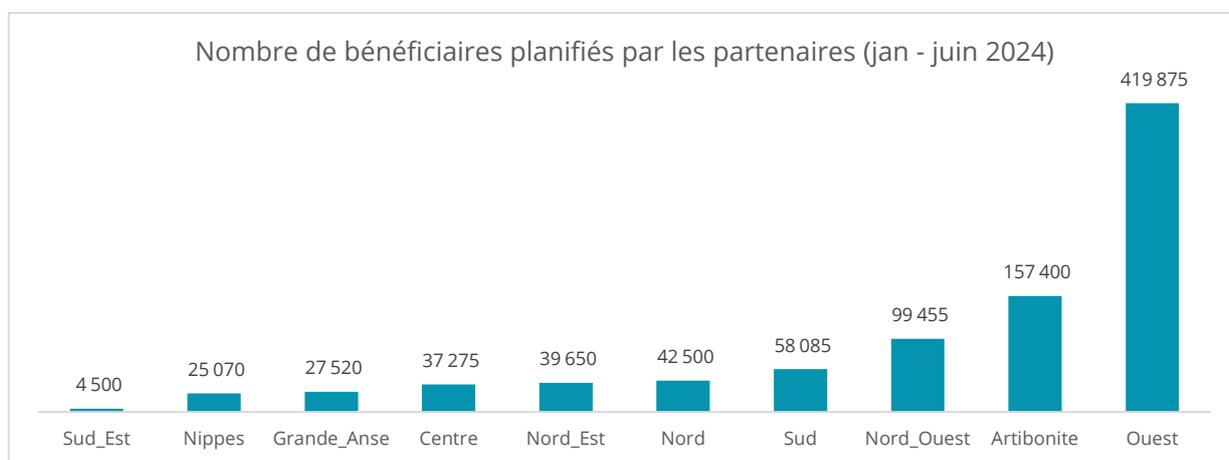
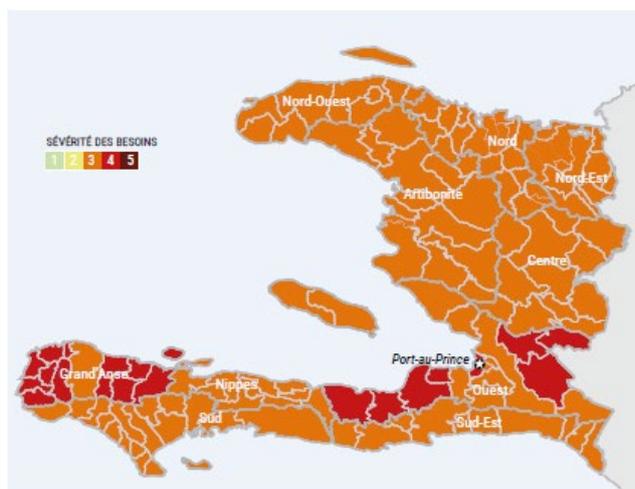
CHIFFRES CLÉS HNRP 2024



Carte de personnes dans le besoin HNRP 2024



Carte de sévérité HNRP 2024



Source : Matrice de planification 5W du secteur

Contexte de la situation actuelle et les perspectives

Tout comme l'année dernière, l'année 2024 a démarré avec les mêmes lots de facteurs qui ont contribué à accroître la vulnérabilité des ménages en les privant de nourriture et bien d'autres produits de première nécessité.

Mise à jour de l'analyse IPC :

Fait marquant : Pour la première fois, le cap 50% de la population analysée en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) a été atteint en dépit de l'assistance alimentaire planifiée.

La mise à jour des résultats de l'analyse IPC a eu lieu du 09 au 11 mars en mode hybride avec la participation d'une trentaine d'analystes.

Cette mise à jour qui s'était tenue dans des conditions d'insécurité très dégradante a permis de révéler que 50% de la population haïtienne analysée se trouve en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) ayant besoin d'une action urgente sans quoi la situation de cette population va se dégrader davantage.

SITUATION PROJÉTÉE (MARS - JUIN 2024)

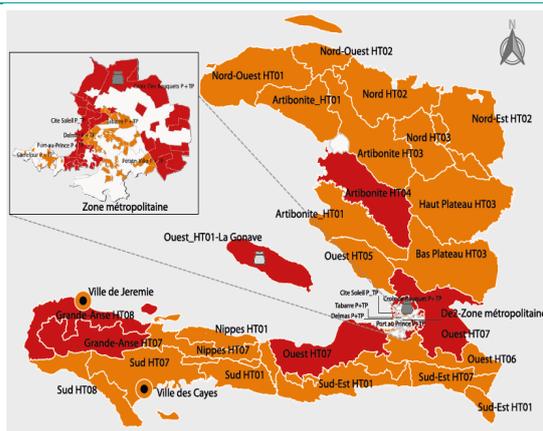
4,97M
50% de la population analysée

Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +)

AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE

Phase 5	0	Catastrophe
Phase 4	1 645 000	Urgence
Phase 3	3 321 100	Crise
Phase 2	2 366 400	Stress
Phase 1	2 574 200	Sécurité alimentaire

Près de 5 millions de personnes, soit la moitié de la population haïtienne analysée, connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.



LÉGENDE
Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20% de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Symboles de la carte

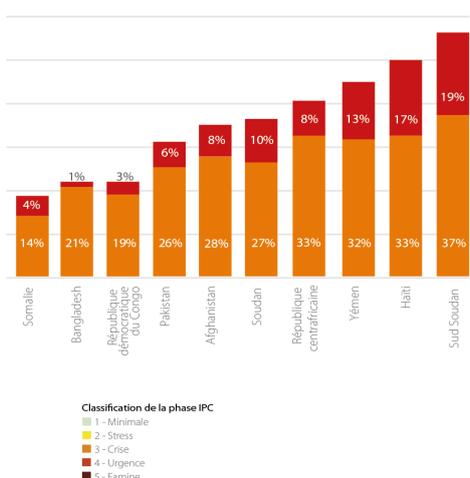
- Classification des zones d'installation urbaines
- La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)
 - Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
 - Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve
*** Elevé

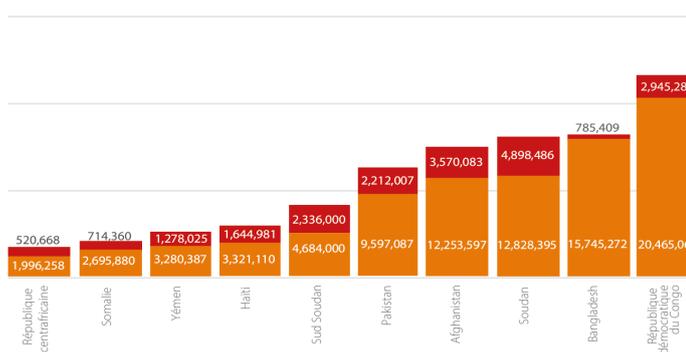
Cette dégradation a fait hisser Haïti dans le top 10 des pays avec les prévalences d'insécurité alimentaire (% de population en IPC3+) les plus élevées.

Les dix pays les plus peuplés en phase 3 de l'IPC ou plus*

Insécurité alimentaire aiguë basé sur la sévérité
Pourcentage

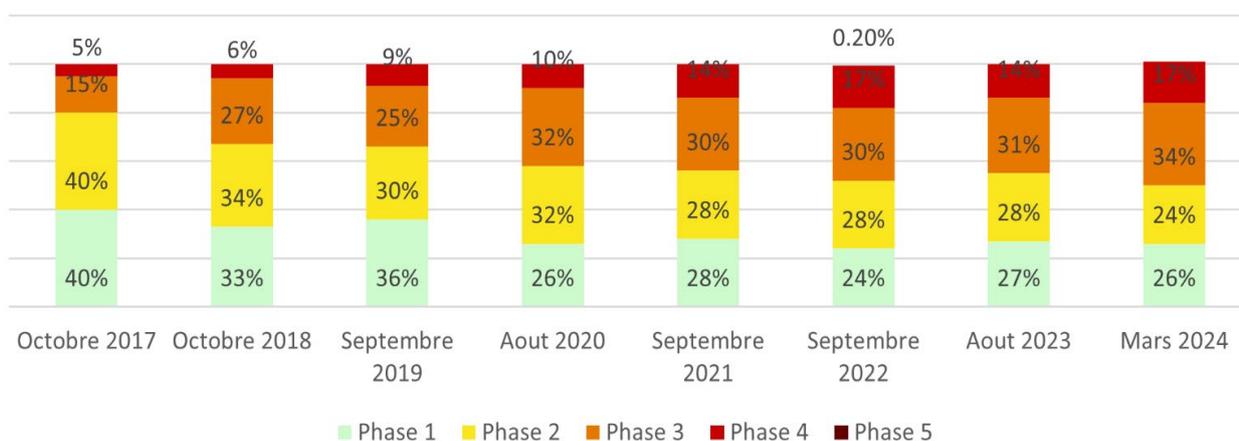


Insécurité alimentaire aiguë basé sur la magnitude
Nombre de personnes



* Informations provenant des dernières analyses disponibles.
11 avril 2024

Variation de la prévalence de l'insécurité alimentaire de 2017 à 2024



Les facteurs clés de la dégradation de sécurité alimentaire :

Violence des gangs armées ayant provoqué un déplacement massif de populations

En fin du mois de février la ZMP a enregistré un répondeur de violence qui s'était ensuite généralisé sur le pays faisant un nombre important de PDI.

Selon les données DTM /OIM, 53 125 personnes ont quitté la ZMPP entre le 08 et 27 mars (83% à cause des violences et l'insécurité) et se sont dirigées vers les départements notamment le Grand Sud (Grand'Anse, Sud, Nippes et Sud-Est), [Haïti - Suivi des flux de populations](#).

Faible production agricole

La violence des gangs a contribué à affecter considérablement les activités de moyens de subsistance agricole durant le trimestre (perturbation de la récolte de la campagne d'hiver). A cette violence, s'étaient ajoutés les événements météorologiques extrêmes (sécheresses), la dégradation des sols, la difficulté d'accès aux intrants agricoles (engrais, semences améliorées) en raison de leurs coûts élevés et la diminution des terres cultivables disponibles par travailleur agricole..., font également partie des facteurs qui conduisent à affaiblir la production agricole locale.

Selon les données de DIEM de janvier 2024, les ménages producteurs de cultures qui ont été exposés à la violence ont rencontré davantage de difficultés de production (81%) que les autres (75%), et plus de difficultés de vente (60%) que les autres (44%).

Ces données montrent une corrélation entre les difficultés de productions et la violence. Les départements d'Artibonite, du Centre, de la Grand'Anse et du Nord-Ouest sont parmi les plus touchés.

[Selon les données de RAM](#), à la fin de l'année 2023, des pertes importantes de surfaces cultivées (environ 3 000 hectares) ont été détectées dans le département de l'Artibonite, à partir d'imagerie

satellitaire. Cet abandon de terres agricoles s'est produit du côté Est de la route (RN1) qui traverse la plaine agricole - une zone où l'insécurité s'est intensifiée au cours des dernières années.

Ces déplacements ont aussi un impact important sur la perte des moyens d'existence, la perte d'opportunité d'emploi avec une forte pression sur les marchés, et une plus grande dépendance aux importations des produits alimentaires et à l'aide humanitaire en général.

Augmentation des prix des denrées alimentaires de base

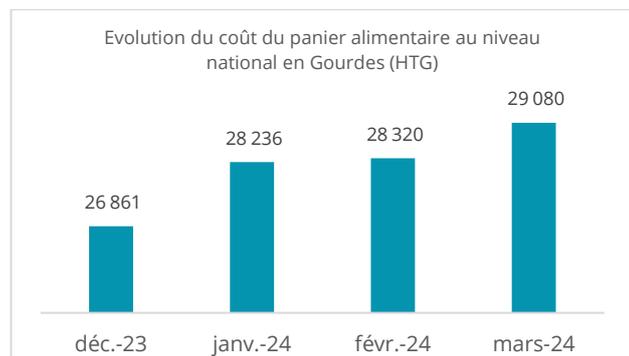
Les prix constituent l'un des facteurs déterminent pour l'accès à la nourriture de nombreux ménages qui dépendent des marchés pour s'approvisionner.

Vers le dernier trimestre de l'année 2023, on a observé une légère baisse des prix des denrées alimentaires. Ce qui a permis d'avoir le coût du panier alimentaire selon la CNSA comme suit : *Le coût nominal moyen du panier alimentaire en décembre 2023, se situe autour de 5 184 gourdes par individu par mois, soit 25 920 gourdes pour une famille composée de cinq personnes, contre 5 200 gourdes en novembre 2023 et 5 635 gourdes en décembre 2022. Ce qui représente une légère baisse de 0,31% en rythme mensuel et une baisse 8% en rythme annuel.*

Durant le premier trimestre, le dysfonctionnement de marché à la suite de la violence des gangs armés s'était traduit par un faible approvisionnement des produits alimentaires avec pour conséquence la hausse des prix. Ainsi, on assiste depuis le début de l'année à une forte augmentation des prix des denrées alimentaires faisant ainsi augmenter le coût du panier alimentaire.

Selon le suivi réalisé par l'unité de recherche et Suivi-évaluation (RAM) du PAM sur l'ensemble de ces projets couvrant les 10 départements montre qu'une hausse du panier (sur 2100 Kcal pour une famille de 5) qui a atteint une augmentation d'environ 3% (soit

844 gourdes ou 6 dollars) au niveau national et 11% au niveau de Port-au-Prince.



Source : RAM

Le coût des intrants de production élevé, la faible production agricole locale, les taxes perçues sur les axes routiers, l'augmentation de carburant sont entre autres les facteurs qui ont contribué à l'augmentation des prix des denrées alimentaires constaté au premier trimestre tant sur les produits alimentaires locaux et importés rendant ainsi leur prix hors de portée des ménages vulnérable.

La tendance de l'inflation

Selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Information (IHSI), l'inflation a rebondi en février 2024. En effet, l'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC, 100 en 2017 - 2018) qui se chiffrait à 362,5 en janvier est passé à 373,6 en février, accusant ainsi une accélération à la fois en rythmes mensuel (3,1 % contre 1,1 %) et annuel (23,0 % contre 20,9 %).

Le rebond observé provient de l'évolution à la hausse de toutes les fonctions de consommation, notamment :

- **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** : (4% sur un mois et 31,9% sur un an),
- **Articles d'habillement et chaussures** : (2,7% sur un mois et 17,6 % sur un an),
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : (2,4 % sur un mois et 25,8% sur un an),

→ **Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer** : (2,3% sur un mois et 18,2% sur un an),

→ **Restaurant** : (3% sur un mois et 17,6% sur un an).

Les produits qui ont surtout influencé le glissement annuel de l'IPC sont :

Produits alimentaires et boissons non alcoolisées : Riz (en moyenne 41%), Maïs (en moyenne 25,7%), Millet (33 %), Viandes (en moyenne 32,7%), Poissons frais (53,3 %), Harengs (en moyenne 46,8%), Huile comestible (45,9%) et Citron (69,4%).

Malgré les problèmes de sécurité, les partenaires restent actifs pour apporter de solutions aux population affectées en adoptant parfois la stratégie d'intervention par l'intermédiaire des partenaires locaux chargés de la mise en œuvre. Cependant, cette assistance a besoin d'une mobilisation de ressources.

Urgence de financement pour faire face aux besoins de la communauté confrontée à cette crise profonde.

Ce financement nécessaire permettrait à l'immédiat d'atténuer les effets de l'insécurité alimentaire aiguë au sein des ménages vulnérables, ensuite de soutenir leurs moyens d'existence. Ces interventions proposées concerneront l'assistance alimentaire, l'assistance agricole d'urgence, l'assistance pastorale d'urgence et le renforcement de la résilience.

Coût de l'inaction s'il n'y a pas une augmentation significative pour couvrir les besoins d'ici les trois (03) prochains mois :

de nombreux ménages risquent de recourir à des moyens d'adaptation négatifs détériorant leur accès à la nourriture dans le court terme et leurs moyens d'existence sur le moyen à long terme. Ce qui va d'avantage accentuer la détérioration de leur situation et les actions de recouvrement seront très difficiles par la suite.

Initiative de la prévention contre la famine

Eu égard à la situation alarmante de la sécurité alimentaire traduite par les données issues de la mise à jour de l'analyse IPC, sous l'initiative des chefs d'agence leads du secteur sécurité alimentaire (FAO, PAM) en coordination avec la CNSA. Une initiative visant la prévention de la famine a été lancée. Cette initiative a pour objectif de mobiliser les partenaires au tour de cette problématique afin d'identifier les activités d'une manière coordonnée pour adresser une meilleure réponse à la situation de la sécurité alimentaire afin de prévenir la faim.

Les activités suivantes ont été identifiées pour faire fonctionner cette initiative :

COORDINATION & PARTENARIATS

- Développement de projets commun pour réduire les besoins humanitaires futurs (PBF, SDG, etc)
- Renforcement de la coordination des acteurs engagés dans la prévention de la famine (Gouvernement, ONU, partenaires bilatéraux, IFIs, etc)
- Meilleur engagement avec le secteur privé pour encourager l'innovation & l'utilisation de solutions numériques.

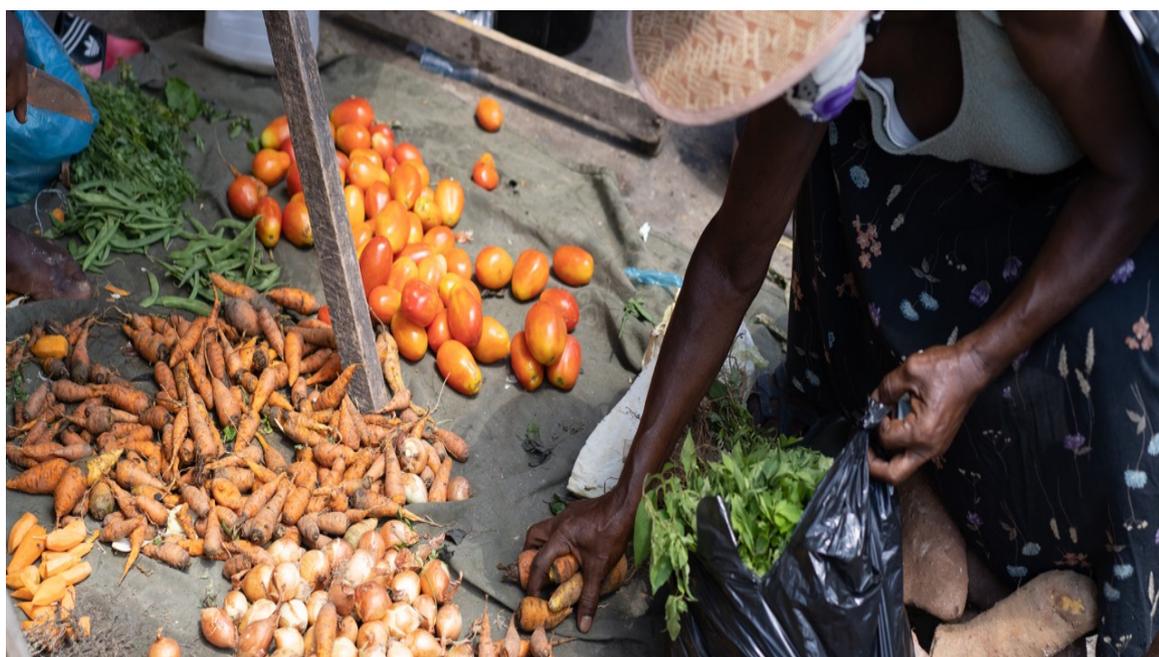
MISE A L'ECHELLE DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION DE LA RESILIENCE :

- Pour un modèle de cantines scolaires 100% LOKAL
- Pour une couverture nationale de l'assistance sociale dans le pays
- Pour une réplique de l'approche PROFIT centrée sur les chaînes de valeur porteuse dans les autres départements
- Avec une attention particulière sur le genre : élever le rôle des Mandam Sara dans nos programmes

UN APPEL A L'ACTION :

- Finalisation du plan de préparation & de gestion des crises de sécurité alimentaire
 - Élaboration sous le pilotage de la CNSA
 - Atelier de finalisation en mai / juin avec soutien du réseau mondial contre les crises alimentaires (GNAFC)
- Renforcement des actions de prévention
 - Plan de prévention de la famine intersectoriel à développer par le secteur sécal
 - Plaidoyer
- Engagement avec la famine Prevention and Response Coordinator

Cette initiative a pour approche opérationnelle dans l'optique de l'intersectorielle (activités intégrées).



Perspective de la campagne agricole du printemps

La campagne agricole du printemps (s'étend de février à juin) elle représente 50% de la production agricole annuelle du pays, a démarré dans un contexte sécuritaire dégradant. Les informations du [Bulletin Panier Alimentaire](#) de la CNSA révèlent la situation suivante. Au niveau du grand sud : la Grand 'Anse, les Nippes, le Sud' Est et le Sud pour la campagne d'hiver, on a priorisé les cultures de haricot, de maïs, de certaines cultures maraichères et du riz (quelques communes des Nippes et du Sud) au niveau des plaines irriguées ainsi que différentes espèces légumières et vivrières dans les diverses zones agroécologiques. Et, la campagne agricole est moyennement satisfaisante pour les zones Nord-Ouest HT01 et HT02, de l'Artibonite et du Nord hormis le Centre qui a enregistré une mauvaise répartition de la pluviométrie. Cette situation est due à plusieurs facteurs complexes : i) déficit de pluviométrie ; ii) conservation des ressources pour la campagne printemps ; iii) faible disponibilité des intrants et faible qualité des semences ; iv) augmentation du coût des facteurs de production ; v) problématique de la main d'œuvre agricole ; vi) situation qui sévit à Martissant et à Mariani empêchant la libre circulation des intrants et des marchandises, vii) l'accentuation de la violence des gangs armés occupant les routes principales affectant le renouvellement des stocks dans les boutiques d'intrants agricoles, ix) la faible présence des institutions de microfinance pour octroyer le crédit et l'assurance agricoles adaptés au secteur.

Les résultats de [Prévision Climatique Saisonnière](#) des pluies font l'objet d'un consensus autour des produits des modèles de prévision, des observations sur l'état des océans et des connaissances actuelles sur le climat de la région. Cette prévision est une appréciation qualitative des quantités de pluies cumulées attendues au cours des mois d'avril-Mai-Juin (AMJ).

Pour Haïti, la prévision se présente ainsi :

- 45% de probabilité que la quantité de pluie soit supérieure à la normale ;
- 35% de probabilité que la quantité de pluie soit la même que la normale ;
- 20% de probabilité que la quantité de pluie soit inférieure à la normale.

Cette probabilité de pluviométrie supérieure à la normale constitue dans une certaine mesure une opportunité pour la réussite de la campagne agricole. Toutefois, tenant compte de la faible performance de la campagne d'hiver limitant non seulement la disponibilité de semences issues de la production propre mais les opportunités de revenus de la vente de récolte et de l'érosion des moyens d'existence des familles agricoles, ces dernières sont sujettes à des difficultés pour réaliser les débours nécessaires à la mise en place de la campagne de printemps 2024. Aussi, le contexte sécuritaire qui sévit dans le pays et dysfonctionnement des institutions risquent de limiter la mise en œuvre des interventions dans le cadre des accompagnements aux activités printanières.

Coordination

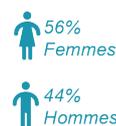
Le secteur a assuré la coordination entre ses membres pendant cette période de violence. Les alertes reçues et analysées sont partagées avec les partenaires pour leurs analyses et positionnements. Un suivi continu a été assuré pour orienter les interventions sur le terrain. Des réunions de coordination avec les autres secteurs et clusters ont été régulièrement organisées et le secteur partage avec OCHA au cours de cette période des données journalières pour le suivi de la réponse humanitaire (SITREP de OCHA).

Suivi de la réponse HRP 2024 et analyse de gaps

Pour donner suite à l'escalade de la violence enregistré pendant le trimestre, un focus a été mis sur la réponse en urgence pour soulager la peine des populations en détresse. Le secteur en synergie avec d'autres secteurs et clusters a participé à la coordination des réponses dans les sites et au niveau des familles d'accueils.

Réponse pour le premier trimestre

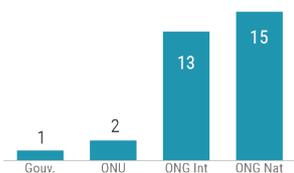
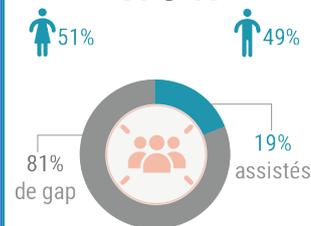
CHIFFRES CLÉS au 31 mars 2024



dont plus de **53 000** personnes ont été déplacées suite aux violences qui ont éclaté depuis le 29 février 2024 à Port-au-Prince

Sources : *IPC août 2023 actualisée en mars 2024, HNRP 2024

Sources : Rapport DTM/OIM mars 2024



Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1178/summary> | au 25 avril 2024

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE

OS1 PERSONNES ATTEINTES: 396,30 K

PAR MODALITÉ



APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE

OS2 PERSONNES ATTEINTES: 148,50 K

PAR MODALITÉ

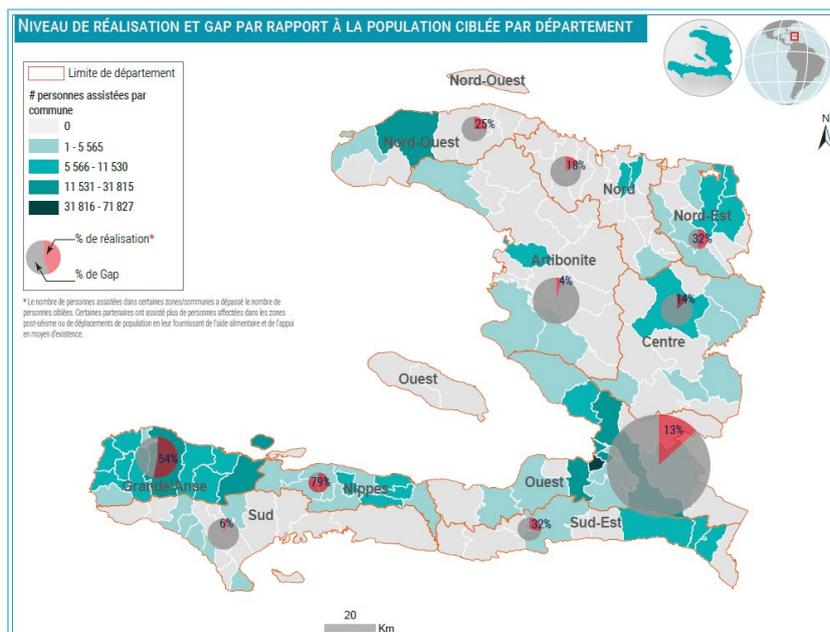


Au 31 mars 2024, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre **479 393 personnes**, soit un taux de réalisation de **19%** sur les **2,5 millions** de personnes ciblées dans le plan de réponse humanitaire.

La stratégie de ciblage est basée sur la réponse d'urgence aux personnes en IPC3+, aux IDPs et dans les CTCs.

L'assistance alimentaire a touché plus de **396 000 personnes** soit **18%** de la cible (**2,2 M**) à travers le bon d'achats/coupons et cash transfert (51%) comme principale modalité d'intervention, en nature (27%) et 22% en mixe (nature et espèces/coupon).

Les activités de l'appui aux moyens d'existence ont atteint plus de **148 000 personnes**, soit **13,5%** de la cible (**1,1 M**) du secteur. L'assistance a été faite 69% en espèces/cash, 30% en nature et 1% en mixe (nature et espèces/coupon).



Au total **31 partenaires** interviennent dont **14 organisations principales** et **19 partenaires d'implémentation**

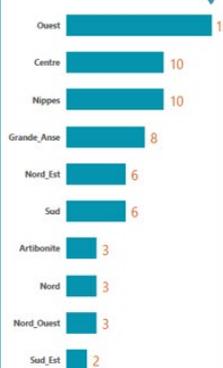
31 # Organisations

ORG. PAR OBJECTIF STRATEGIQUE

21 # Org. OS1

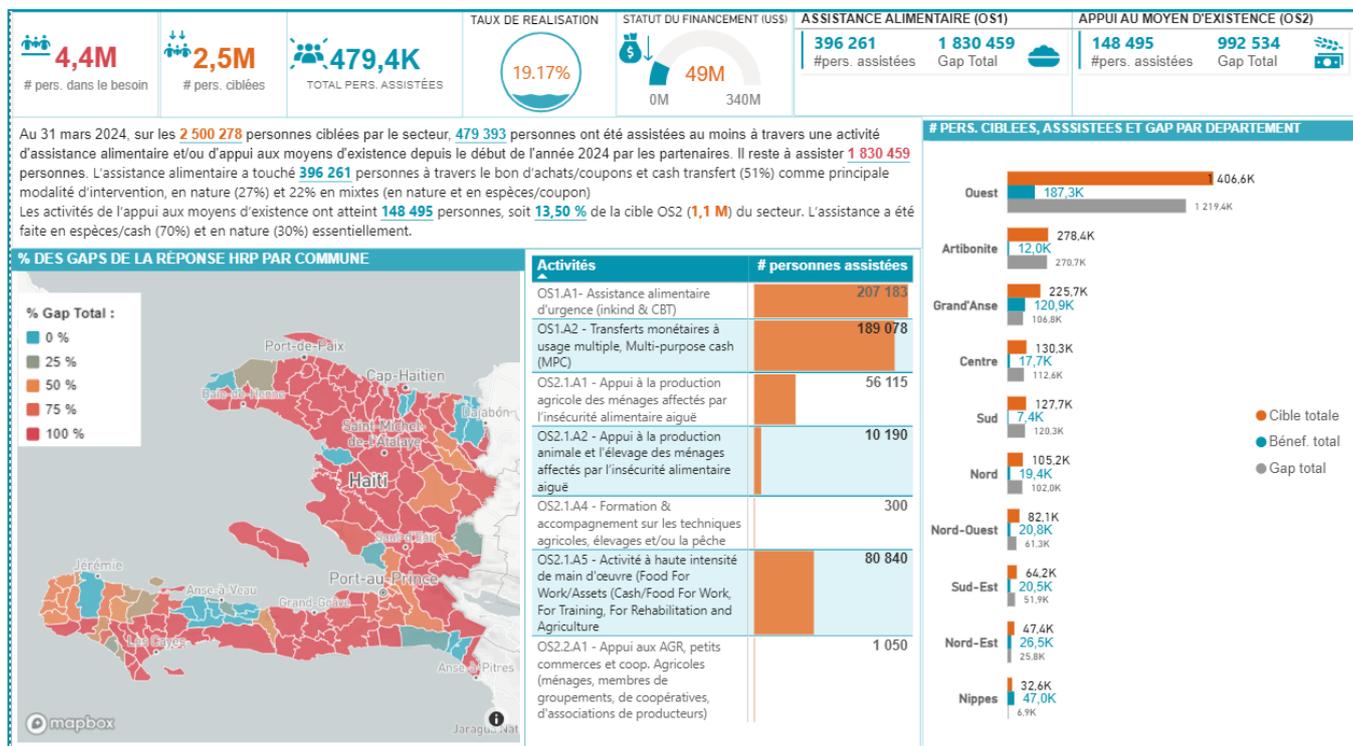
16 # Org. OS2

ORG. PAR DÉPARTEMENT



Département	OS1. Assurer un accès immédiat à la nourriture (en nature ou en coupon/espèce) pour les 2,2M de personnes ciblées en insécurité alimentaire critique/aigue	OS2. Protéger/restaurer les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et soutenir l'amélioration des productions végétale, animale et halieutique des ménages vulnérables pour 1,1M de personnes
Artibonite		
Org. principale	FOME PAM	
Partners d'implém	AIDES	
Centre		
Org. principale	CARE Haiti FOME PAM	ACTIONAID FHH PAM
Partners d'implém	CECI GIRADEL	COSADH MPP SIKSE
Grand'Anse		
Org. principale	Mercy Corps PAM	CRS FAES II Mercy Corps
Partners d'implém	CECI CRS	CARITAS PAM
Nippes		
Org. principale	JPHRO-CORE Mercy Corps MI PAM	CRS FAES II Mercy Corps
Partners d'implém	AHAAMES SIKSE	PAM ROPANIP
Nord		
Org. principale	FOME PAM	
Partners d'implém	SIKSE	
Nord-Est		
Org. principale	CARE Haiti FOME PAM	FAO
Partners d'implém	GIRADEL SIKSE	
Nord-Ouest		
Org. principale	AVSI	FAES II
Partners d'implém		PAM
Ouest		
Org. principale	ADRA FAES II FOME Mercy Corps PAM Solidarites Int	FHH PAM Solidarites Int
Partners d'implém	CAPAC Centre Hospitalier Fontaine Chappelle Sainte Marie Famille Kizito GIRADEL Hands Together PAM	VIVA RIO
Sud		
Org. principale	FOME JPHRO-CORE	FAO PAM
Partners d'implém		AMURT GRADEH
Sud-Est		
Org. principale	FOME	FAO
Partners d'implém		

Analyse de gaps de la réponse :



[Visualiser le tableau de bord en ligne pour plus d'informations](#)



Distribution de vivres par le PAM à Artibonite_Haïti.

REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE PREMIER TRIMESTRE

Alianza por la
Solidaridad

act:onaid

ActionAid Haiti (AAH)

Partenaires : MPP/ COSADH / ROPAGA | Zones : Hinche, Lascahobas, Jérémie, Roseaux

A travers son objectif stratégique visant à soutenir les productrices/teurs vulnérables par un appui technique à la production agricole et l'élevage, ainsi que la promotion des pratiques résilientes aux changements climatiques, ces activités ont été réalisées à Hinche et Lascahobas :

- 650 ménages ont reçu des kits agricoles contenant caprins et semences ;
- 60 agriculteurs dont 50 femmes ont été formés et participés à de travaux pratiques sur l'agroécologie ;
- AAH continue de soutenir la filière de la canne à sucre, 3 associations de la section de Petit Fond (Lascahobas) ont reçu un support pour la préparation de sol et 14 600 boutures de canne à sucre pour augmenter la production de cette filière ;

A Jérémie, de nombreuses activités ont été réalisées dans le cadre du projet PARAGA dont l'objectif est d'accroître la sécurité alimentaire et la résilience aux chocs des petits/es agriculteurs/trices.

- 1000 producteurs/trices ont reçu des semences et boutures dans les campagnes agricoles d'hiver et de printemps ;
- 340 femmes s'adonnant aux activités de « jaden pre kay » ont été formées sur les bonnes pratiques agroécologiques ;
- 52 chèvres locales et 2 boucs améliorés vaccinés sont distribués ;
- 400 jeunes sont formés dont 200 en agroécologie et 200 sur les techniques de multiplication végétative ;

Les activités vont au ralenti et certaines activités planifiées n'ont pas pu être réalisées à cause de la situation socioéconomique du pays. Action Aid continue d'accompagner les communautés locales à travers ses programmes implémentés par ses partenaires réguliers.

En termes de perspective, AAH compte accompagner et soutenir les familles déplacées vers le département de la Grand'

Anse. A Belle Anse, un projet de nutrition et de distribution de cash vise les ménages vulnérables vient de se lancer.





CATHOLIC RELIEF SERVICES

Le **présent résumé** prend en considération les projets **implémentés par CRS-Haïti**, couvrant **cinq départements**.

1. Le projet « **Ayiti Pi Djanm** » a mené des actions dans **12 communes** au total, dont **4 dans le Sud** et **8 dans les Nord-Est en partenariat avec Caritas**.

Activités réalisées :

- Distribution de 3,7 tonnes de semences, 2 000 de boutures (1 000 boutures de patate douce et 1 000 boutures manioc doux) à 1 240 agriculteurs (579 femmes, 661 hommes) membres CAPA (Club d'apprentissage pour les agriculteurs) pour la campagne agricole printemps
- Réalisation de deux sessions de formation au profit de 1 240 membres CAPA sur le compostage, fertilisation de sol, et innovation en agriculture.

2. **Projet RELEVE Phase**

Activités réalisées au niveau des communes de Miragoane et Jérémie (Nippes et Grand' Anse) en partenariat avec ROPANIP et Caritas

- Réalisation des activités de cash for work au profit de 391 ménages (148 femmes et 243 hommes)
- Traitement de correction : 2,5k de ravine (8^e section Fond Rouge Dahere, Jérémie)
- Réhabilitation de 200 ml de canal d'irrigation et curage de 600 ml (PPI plaine Abraham)

3. **Projet Kominote Ranfôse pou Demen (KORAD sud 'Est)**

Activités réalisées dans les communes de Belle-Anse et Anse -à-Pitres (Sud-est)

Surveillance nutritionnelle :

- 2 319 enfants sont dépistés (1 198 Filles et 1 121 Garçons) dont 142 enfants sont MAM et 37 sont dépistés MAS

Prise en charge :

- Réalisation de 116 Visites domiciliaires effectuées chez les enfants malnutris
- Prise en charge de 295 enfants dont : 258 en PNS ; 35 en PTA et 2 en USN



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et
l'agriculture (FAO) :

Dans le but d'appuyer les efforts du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARDNR) face à la nouvelle détérioration du contexte socio-économique, politique et sécuritaire en Haïti, la FAO, avec l'appui de ses partenaires, a mis en œuvre des activités de résilience dans les départements du Sud, Sud-Est et Nord-Est dans le cadre des projets :

1. Renforcement des moyens de subsistance des populations vulnérables dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire dans le département du Sud.

Ce projet cible les populations vulnérables dans les communes de Côteaux et Port-à-Piment, département du Sud, pour améliorer leur accès à la nourriture.

Financé par SIDA via les fonds d'urgence SFERA de la FAO, il vise à protéger ou relancer les moyens de subsistance basés sur l'agriculture et l'élevage.

Entre janvier et mars 2024, les activités réalisées avec l'appui du Groupe d'Appui aux Activités de Développement en Haïti (GRADEH), en accord avec la Direction Départementale Agricole du Sud et les autorités locales, incluent :

- Distribution de 1 000 chèvres de race locale à 500 femmes cheffes de ménages dans les communes de Côteaux (250) et Port-à-Piment (250).
- Remise de 2 500 poules pondeuses (races Plymouth Rock ou Rhode Island) et 500 coqs améliorés à 500 cheffes de ménages, distribués à raison de cinq poules et un coq par ménage, accompagnés chacun d'un sac de 50kg d'aliment pour poules et les matériaux pour la construction d'un poulailler.
- Malgré la crise actuelle a causé des retards dans les livraisons de chèvres et de poules, exacerbée par des difficultés de distribution dues à des tentatives de pillage par des individus non sélectionnés, et l'afflux de déplacés qui a aggravé la situation, ces interventions ont contribué à atténuer la crise d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées.
- Outre la distribution de chèvres et de volailles, le projet a mis en place une distribution de semences et boutures et une formation en éducation nutritionnelle et hygiène des aliments, dispensée par l'organisation Tèt Ansam pour Yon Demen Miyò (TAPYDEMI) à la fin de 2023.



2. Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables touchées par l'insécurité alimentaire sévère à travers le renforcement de leurs moyens d'existence productifs.

Ce projet est financé par le fond CERF des Nations Unies, visant à fournir une assistance vitale, y compris dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Grâce à ce financement du fond CERF des Nations Unies, la FAO et ses partenaires ont réalisé les principales activités du projet en 2023 et le projet a contribué à **restaurer les moyens d'existence et d'améliorer la sécurité alimentaire de plus de 40 000 personnes de 4 000 ménages** parmi les plus vulnérables aux crises alimentaires du Nord-Est et du Sud-Est selon les activités suivantes :

- Fourniture de kits vivriers à **4 000 ménages** répartis dans les communes de Ouanaminthe, Ferrier, Fort Liberté dans le Nord-Est, et Belle-Ans, Grand Gosier et Thiotte dans le Sud-Est. Ces kits comprenaient des semences de pois, de riz, d'arachide, et des boutures de patate douce ou de manioc, selon la région. Il faut noter que le **54% des ménages** bénéficiaires sont dirigés par **des femmes**.
- Distribution de semences maraîchères et d'outils agricoles à **2 000 ménages** dans les communes de Thiotte, Grand Gosier, et Belle-Anse, avec **66% des bénéficiaires étant des ménages dirigés par des femmes**.
- Fourniture de **2 chèvres par ménage à 1 500 ménages** dans les communes de Ouanaminthe, Ferrier, et Fort Liberté, dans le Nord-Est, avec **79% des bénéficiaires étant des ménages dirigés par des femmes**.

Néanmoins, **en 2024**, cette assistance devrait se poursuivre avec les récoltes agricoles et la production caprine, bénéficiant ainsi à **1 400 ménages supplémentaires pour la récolte de printemps** et **657 ménages pour l'élevage de chèvres**.



Distribution de chèvres et de volailles par la FAO dans le département du Sud



**FOOD FOR
THE HUNGRY**

Food for the Hungry

Le projet **Renforcement de la résilience des ménages ruraux vulnérables** de Food for the Hungry/Haïti vise à améliorer la résilience des producteurs de légumes, de racines et tubercules ainsi que de bananes face aux effets du changement climatique dans les zones de Belladère, Kenscoff, Les-Anglais et Chardonnières, avec pour objectif final d'impacter 11 975 ménages. À Belladère, le trimestre entre janvier et mars a été marqué par une attention particulière à la production de 4,5 tonnes de plants d'igname de qualité, distribués à 200 ménages vulnérables, et à la formation de 100 ménages à la technique de production de plants par miniset, en collaboration avec la Ferme d'Expérimentation Agricole de Baptiste.

Ainsi, FH/Haïti mise sur une culture résiliente en vue de faire face à la situation d'insécurité alimentaire qui sévit dans le pays. À Kenscoff, un système d'irrigation à petite échelle est en construction dans la section Grand-Fond, notamment à Dumisseau, bénéficiant de la réhabilitation d'un système d'adduction d'eau potable dans la communauté réalisée de concert avec l'OREPA-Ouest, permettant à plus de 100 ménages d'accéder à l'eau pour leurs activités agricoles et d'irriguer environ 25 hectares de terres. En parallèle, 1 340 ménages ont bénéficié de prêts via 121 groupes AVEC, majoritairement (plus de 70%) dédiés à des activités agricoles ou d'élevage. Malgré les progrès, des retards ont été observés dans la mise en œuvre totale du projet d'irrigation à Kenscoff en raison de la situation sécuritaire. Afin de répondre à l'urgence croissante, FH/Haïti envisage une intervention immédiate pour soutenir 1 000 ménages supplémentaires touchés par les déplacements dus aux gangs armés.



Des bénéficiaires de plants d'igname prêts à la plantation à Belladère.



Malteser International

Durant la période de janvier à mars 2024, Malteser International a mené diverses activités dans le département des Nippes pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Celles-ci comprenaient des évaluations nutritionnelles, des programmes de réhabilitation nutritionnelle, une couverture du transport et des paiements de référence, des démonstrations culinaires, des séances d'éducation nutritionnelle, des distributions CASH, et des distributions de suppléments & de médicaments dans les centres de santé.

Les objectifs des activités susmentionnées durant la période indiquée sont :

1) réduire l'insécurité alimentaire ; 2) améliorer l'état nutritionnel ; et 3) apporter du soulagement économique.

Ci-dessous sont les chiffres spécifiques liées aux activités :

- **En janvier**, 835 enfants ont été évalués, dont 77 admis dans des programmes nutritionnelles. 281 parents ont reçu une couverture totale des évaluations.
- **En février**, 830 enfants ont été évalués, dont 24 admis dans des programmes nutritionnelles. 236 parents ont reçu une couverture totale des évaluations. Les distributions CASH ont bénéficié à 550 participants, dont 250 à Petite Rivière de Nippes, et 300 à l'Azile.
- **En mars**, des distributions CASH ont bénéficié à 200 participants, dont 100 à Petit Trou de Nippes ainsi qu'à Baradères.

Cumulativement, 750 participants ont chacun reçu deux enveloppes de 20 000 HTG, pour un total de 40 000 HTG.

Nos interventions ont apporté des améliorations considérables contre l'insécurité alimentaire et les problèmes financiers.

Ces efforts ont été soulignés par des pratiques innovantes, telles que fusionner

les démonstrations culinaires et séances d'éducation nutritionnelle promouvant des habitudes alimentaires saines, et collaborer avec les centres de santé produisant de meilleurs résultats.

Malgré les difficultés rencontrées, notamment les contraintes logistiques liées aux distributions CASH, Malteser International reste déterminé à soutenir efficacement les communautés vulnérables.

À l'avenir, l'organisation relèvera les défis restants et renforcera les partenariats pour continuer notre soutien.





Mercy corps

Au cours du premier trimestre de 2024, Mercy Corps Haiti via un financement de CRS (fonds provenant de la BHA) a implémenté au niveau des sites de déplacés à l'intérieur de Carrefour feuilles le projet IDP RESPONSE Carrefour feuille dont l'objectif était de fournir une assistance inconditionnelle via transfert monétaire à usage multiple à 1 800 ménages déplacés vivant dans les sites à l'intérieur de Carrefour feuille pour répondre à leurs besoins de base au début du mois de janvier 2024 ; 1 841 ménages déplacés (dont 1 589 femmes et 252 hommes) ont reçu un deuxième transfert de 120 USD.

Vers la fin du mois de février et au cours du mois de mars à travers son programme nommé Resilient Ecosystems and Livelihoods build Equitable food security (RELE) dont l'objectif est l'Amélioration de la sécurité alimentaire et la productivité à la ferme de 4 500 planteurs au niveau des Nippes et de la Grand Anse a fourni un transfert monétaire conditionnel (coupons électroniques) de 130 USD pour l'achat de semences et d'outils agricoles et un transfert monétaire de 130 USD inconditionnel (pour l'assistance alimentaire) à 4 500 planteurs/ménages agricole (dont 2 212 dans les Nippes et 2 288 dans la Grand' Anse) répartis ainsi sur 7 communes : (L'Asile : 225 Femmes et 335 Hommes, Anse à veau: 208 Femmes et 360 Hommes, Fond des nègres : 224 Femmes et 320 Petite rivière: 173 Femmes et 367 Hommes, Beaumont: 370 Femmes et 488 Hommes, Corail: 186 Femmes et 377 Hommes et Pestel : 357 Femmes et 510 Hommes) et à travers le sous-objectif dudit programme qui est de Fournir une assistance inconditionnelle à 600 petites et moyennes entreprises (vendeurs et distributeurs) et promouvoir l'inclusion financière au niveau des département mentionnés ci-dessus a fourni un transfert monétaire de 400 USD inconditionnel à 401 Madan Sara dont 200 dans les Nippes et 201 dans la Grand'Anse repartis ainsi sur 7 communes: (L'Asile : 40 Femmes , Anse à veau : 50 Femmes et 2 Hommes, Fond des nègres : 62 Femmes, Petite rivière : 46 Femmes, Beaumont : 77 Femmes, Corail: 51 Femmes et Pestel : 73 Femmes).





Programme Alimentaire Mondial

Personnes atteintes : Au cours du premier trimestre de l'année 2024, les différentes interventions du PAM, avec l'appui de ses partenaires coopérants, ont pu assister un total de **676 000 bénéficiaires** avec au moins un cycle d'assistance alimentaire et/ou monétaire, dont **109 595 bénéficiaires** du programme de protection sociale, **78 885 bénéficiaires** du programme de résilience, **60 615 bénéficiaires** du programme d'urgence et **88 119 personnes** dans le cadre des distributions de plats chauds.

Ressources distribuées : Un total de l'équivalent en HTG de **4 417 475 USD** et **291,4 MT** ont été distribués, dont :

1. **2 240 264,71 USD** dans le département de la Grande Anse (14 communes) dans le cadre du programme de protection sociale ;
2. **1 883 211 USD** dans les départements de Nord-Ouest, Ouest, Grande Anse, Nippes, Centre, Sud (15 communes) dans le cadre du programme de résilience ; et
3. **294 000 USD** et **522,99 MT** de vivres dans les départements Ouest, Artibonite, Nord et Nippes (5 communes) dans le cadre des programmes d'urgences.

Repas chauds : Un total de 428 085 repas chauds a été distribués à **88 119 personnes** dans les cadres de réponses d'urgences suivantes :

- **Centre et Nord-Est** (Belladere et Ouanaminthe) : 26 475 repas chauds ont été distribués à 13 240 personnes dans le cadre de la réponse aux expulsions de citoyens Haïtiens de la République Dominicaine.
- **Zone Métropolitaine** (Port au Prince, Delmas, Carrefour, Pétion-Ville et Tabarre) : 401 610 repas chauds ont été distribués à 74 879 personnes dans le cadre de l'assistance aux déplacés et centres de traitement de choléras.



Difficultés rencontrées : L'augmentation de la violence au début du mois de février puis depuis le début du mois de mars ont impacté négativement l'accès à certains sites où le PAM avait planifié des interventions, notamment dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

DEFIS ET PERSPECTIVES

- L'accès humanitaire reste un défi majeur dans un contexte marqué par la violence des gangs armés,
- Le défi logistique avec la fermeture de l'aéroport, les principaux ports du pays, le coût élevé de transport, ...
- Dans un contexte d'augmentation des besoins humanitaires, le défi majeur reste la mobilisation des ressources afin d'apporter un appui de qualité et de faire face aux besoins additionnels du chiffre de planification (HNRP) pour l'année 2024
- Réponse opportune pour soutenir la campagne agricole de printemps 2024
- Déplacement massif de personnes à l'intérieur du pays (PDI)
- Coordination des acteurs pour une réponse harmonisée
- Projet de ponts aériens pour faciliter l'assistance humanitaire

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Activités planifiées pour le trimestre 2 :

- Atelier sur le rapport de suivi de performance du secteur (CCPM)
- Elaboration des standards opérationnels du secteur
- Plan de travail dans le cadre de l'initiative de la prévention de la famine
- Enquête ENSSAN
 - Préparation de la mise en œuvre de l'enquête nationale (ENSSAN Edition 2024)
 - Préparation de la classification IPC
- HPC 2025 :
 - Projet de chiffres de population
- Suivi régulier de la situation humanitaire

Pour tout contact :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +223 66 03 11 26

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928